



HAL
open science

”Des savoirs passés en revues. Espace éditorial et pratiques de publication dans les revues libanaises des années 1960 à 1990”

Candice Raymond

► **To cite this version:**

Candice Raymond. ”Des savoirs passés en revues. Espace éditorial et pratiques de publication dans les revues libanaises des années 1960 à 1990”. C. Raymond, M. Catusse, S. Hanafi (dir.), Un miroir libanais des sciences sociales. Acteurs, pratiques et disciplines, Diacritiques éditions, p. 242-285, 2021. halshs-02427011

HAL Id: halshs-02427011

<https://shs.hal.science/halshs-02427011>

Submitted on 3 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des savoirs passés en revues.

Une histoire des Sciences Humaines et Sociales dans les revues libanaises

Candice Raymond (Institut français du Proche-Orient)

Introduction

A l'occasion de recherches consacrées à l'historiographie libanaise de la seconde moitié du XXe siècle, j'avais collecté les *curriculum vitae* de plusieurs historiens, et j'avais pu observer que ces derniers publiaient leurs recherches dans deux types de revues ne faisant l'objet d'aucune distinction formelle dans la liste de leurs publications : des revues intellectuelles ou culturelles généralistes d'une part, et des revues universitaires spécialisées de l'autre. Cette indistinction, surprenante pour une chercheuse formée dans un milieu universitaire où, de fait, la valeur accordée institutionnellement à une publication dépend de plus en plus du classement de la revue qui l'accueille (classement qui relègue ou même exclut les revues non académiques), signalait qu'au Liban, jusque dans les années 1990 au moins, une toute autre catégorisation des supports de publication savante était à l'œuvre parmi les historiens, et plus généralement parmi les chercheurs en sciences humaines et sociales.

Le premier de ces deux types de revues, les revues culturelles ou intellectuelles généralistes, est de loin celui qui a connu le plus grand succès au Liban, depuis l'époque de la Nahda où ce format de publication s'est imposé comme l'un des lieux d'expression de la nouvelle élite intellectuelle (Dakhli, 2009). La première génération des « revues » (*majallât*) est contemporaine de la naissance du journalisme moderne et de la distinction progressive des publications selon leur périodicité (quotidienne pour la presse, les « revues » désignant tout autre type de publication périodique non quotidienne), mais sans que cette distinction ne remette en cause les rapports organiques entre journalisme et monde des lettres. La diversification et la spécialisation des supports de publication périodique va ensuite accompagner la progressive différenciation des espaces sociaux dédiés à la production et à la diffusion de la culture, entre la science, la littérature, l'art et la presse, si bien que le paysage éditorial des revues dans le dernier quart du XXe siècle apparaît comme foisonnant et extrêmement bigarré. Or, c'est aussi à cette période que le profil d'une grande partie des contributeurs aux revues libanaises passe d'un profil d'érudits, d'intellectuels polyvalents et de publicistes¹ vers un profil d'universitaires spécialisés et de professionnels des sciences humaines et sociales. Car la professionnalisation et la spécialisation des sciences sociales n'a pas entraîné un repli des universitaires libanais sur des supports de publication proprement académiques. Bien au contraire, les revues intellectuelles généralistes ont continué d'exercer un attrait indéniable sur les jeunes universitaires entrés en nombre dans le métier au cours des années 1970 et 1980, qui y publièrent de manière privilégiée leurs réflexions et leurs recherches.

¹ Au sens que prend ce terme dans le monde intellectuel français au XIXe siècle, « c'est-à-dire celui qui diffuse des idées ou des opinions auprès d'un public » (Sapiro, 2011), à la fois journaliste, éditorialiste, essayiste et conférencier.

Envisager ce type de revues comme des supports de publication scientifique pourrait sembler étonnant au premier abord. Pourtant, des spécialistes de sciences sociales ont publié dans les revues intellectuelles de cette période des textes tendant à s'inscrire tout à la fois dans le registre de l'engagement intellectuel et dans celui de la scientificité universitaire. Ils y publiaient aussi des recensions d'ouvrage ou des comptes rendus de colloques. Si le rôle de ces revues dans l'organisation du débat intellectuel et la circulation des idées (y compris par la pratique de la traduction) leur était de longue date reconnu, certaines de ces revues intellectuelles firent donc aussi figure de substituts aux supports plus proprement académiques d'animation et de diffusion de la recherche au cours de cette période. Des arguments fondés scientifiquement y étaient confrontés, des analyses engageant des savoirs disciplinaires y étaient acceptées ou disqualifiées, des évaluations prononcées. L'idée d'une coupure nette entre écrits scientifiques d'une part, et écrits intellectuels de l'autre, semble moins que jamais correspondre à ce qui ressemble davantage à un continuum de pratiques d'écriture déclinées au cas par cas selon le support de publication et le public visé.

Dès lors, j'entends interroger par cette enquête les effets de cette configuration du paysage éditorial des revues dans la structuration des dynamiques disciplinaires libanaises et dans les pratiques de publication des spécialistes de sciences humaines et sociales. La publication dans une revue intellectuelle généraliste a en effet deux implications majeures. D'une part (l'on pourrait dire en amont), les opportunités de publication semblent davantage fonction de l'insertion de l'auteur dans des réseaux non disciplinaires et de sa convergence avec la ligne éditoriale de la revue que de facteurs déterminés par sa spécialité. Et d'autre part, en aval de la publication, la reconnaissance de l'auteur et l'évaluation de sa contribution scientifique se construisent dans un face-à-face avec d'autres intellectuels qui ne sont pas nécessairement des spécialistes de la discipline. A l'inverse, les revues scientifiques spécialisées s'inscrivent, en grande majorité, dans des logiques disciplinaires plus clairement circonscrites, non sans que les enjeux de la publication n'en changent de nature. On peut donc faire l'hypothèse d'une plus grande porosité entre disciplines au cours de la période où les revues intellectuelles prédominent, et d'un probable repli sur des frontières disciplinaires plus strictes au cours de la période suivante. Par suite, l'examen des conditions d'accès à la publication permettra de saisir le type de contraintes pesant sur les pratiques d'écriture et les normes qui y président.

Afin de mener à bien cette réflexion, il convient en premier lieu de retracer les grandes lignes structurant « l'espace des revues » (Boschetti, 1994) au cours de la période considérée. L'examen d'un corpus élargi de revues, constitué suite à un recensement voulu le plus exhaustif possible², permettra de dégager quelques grandes évolutions dans le paysage éditorial des revues libanaises. Dans un second temps, une étude de cas consacrée à la revue *al-Fikr al-'arabî* (La Pensée arabe, 1978-2000) permettra d'étudier plus finement la fabrique et le fonctionnement d'une revue ayant compté parmi les plus dynamiques au cours des années

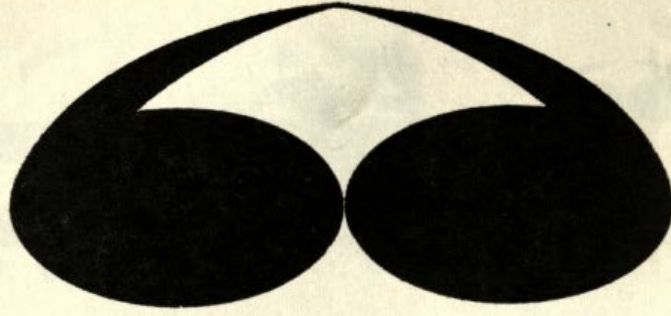
² La première partie de cette recherche a consisté en un travail de recensement des revues publiées à Beyrouth figurant dans les catalogues informatisés de différentes bibliothèques universitaires libanaises (AUB, USJ, USEK) et d'institutions ou de centres de recherche étrangers (Ifpo, OIB, Fondation Abdul-Aziz de Casablanca, MMSH). Les revues ayant cessé de paraître avant 1950 ou lancées après 2000 ont été ignorées, de même que celles relevant des disciplines médicales et techniques. Le large corpus ainsi constitué comprend plus de cent titres au total. Beaucoup de collections, inaccessibles dans leur intégralité dans une même bibliothèque, restent éparpillées entre plusieurs bibliothèques beyrouthines et non indexées. Mais la simple consultation des états de collection, de la présence ou de l'absence de certains titres dans certaines de ces bibliothèques, donne une première idée des revues les mieux diffusées et de celles qui le furent moins.

1970 et 1980. Cette partie de l'étude mobilise deux types de matériaux : la collection des 99 numéros parus de la revue, et une douzaine d'entretiens menés avec les anciens rédacteurs en chef de la revue, certains de leurs collaborateurs impliqués dans la production de la revue et quelques contributeurs réguliers. Les archives de la revue, rapatriées en Libye lors de la fermeture du centre de recherches qui la publiait, n'ont pas pu, en revanche, être consultées. « La revue se présente comme un objet complexe, à la fois discursif et matériel » (Mus *et al.*, 2008 : 2). Etudier la revue dans sa conformation matérielle, à travers l'examen des dispositifs éditoriaux adoptés (formats de publication, organisation des rubriques, appareil critique, etc.) permettra d'identifier les registres normatifs que ces dispositifs engagent, et de saisir les pratiques d'écriture que ces revues encouragent comme les modalités de débat qu'elles organisent.

1. L'espace des revues

L'objet « revue » (*majalla*) est un objet paradoxal. Il est à la fois un objet qui paraît aller de soi pour les intellectuels et les producteurs culturels, et pourtant, il n'existe aucune définition stable et admise par tous (y compris, d'ailleurs, par les bibliothécaires et les professionnels de l'édition) de ce qui différencie ce format éditorial d'autres types de publications périodiques³. Cette labilité des catégories est encore plus marquée dès lors qu'il s'agit de classer les revues en sous-catégories (revues culturelles, intellectuelles, politiques, littéraires, scientifiques, etc.). L'examen des intitulés par lesquelles nombre de revues libanaises de mon corpus se définissent elles-mêmes, en général sur leur page de couverture, ne permet guère d'élaborer une taxinomie émiqne des revues. Ces présentations de soi fournies par les revues débutent le plus souvent par le substantif *majalla* (revue) ou bien *fasliyya* (périodique), suivi par une variété de qualificatifs renvoyant soit à leur domaine d'intérêt ou de spécialisation (« revue historique », « revue culturelle », « revue de sciences humaines », « revue des études libanaises et arabes », « revue arabe s'intéressant aux idées et à la culture »), soit à d'autres qualités que ces revues souhaitent mettre en avant pour définir leur identité (« la revue des textes intellectuels, innovants et critiques », « vers une civilisation arabe fondée sur la science moderne », « revue spécialisée traitant des questions de religion, de société et de renouveau arabo-islamique »). Dans l'ensemble, ces auto-définitions ne permettent pas de distinction claire entre différentes catégories de revues : telle revue peut se dire « revue intellectuelle », telle autre « revue culturelle », et une troisième « revue de sciences humaines », tout en restant toutes les trois relativement similaires du point de vue de leurs centres d'intérêt, de leurs contenus, de leur format éditorial et de leurs panels d'auteurs.

³ Il est ainsi frappant de constater que les différents titres évoqués par les personnes avec lesquelles j'ai mené des entretiens renvoient aussi bien à des hebdomadaires qu'à des mensuels ou à des publications annuelles, à des revues universitaires tout comme à des magazines culturels illustrés, et même à des organes partisans.



قضايا عربيتنا

العدد ٢ - ايار ١٩٧٤

رئيس التحرير: الدكتور عبد الوهاب الكيالي

شهرية فكرية مفتوحة لمختلف الاتجاهات العربية
التقدمية، تعالج الجوانب الاقتصادية والاجتماعية
والثقافية والتربوية والعلمية في الوطن العربي،
من خلال نظرة مستقبلية وبمروح البحث العلمي.

هيئة التحرير:

د. عبدالعزیز الامواني ، د. عبدالله عبدالدايم
د. محمد عطالله ، د. منيف الكرزاز
د. احسان عباس ، طارق عزيز
محمد عمار ، رجاء النقاش
د. وليد دوري ، د. انور عبدالملاك

صاحبة الامتياز: السيدة مها الكيالي المدير المسؤول: وليد موراني

العنوان: بناية صمدى وصالحه، شقة ٥٩ - شارع سوريا - صرب ٥٤٦٠ - بيروت - لبنان

سعر النسخة ٤ ل.ل. - الاشتراك في لبنان ٤٠ ل.ل. - في الدول العربية ٥٠ ل.ل. -
في افريقيا والاروپا ٦٠ ل.ل. - في امريكا الشمالية ٨٠ ل.ل. - دول العالم الاخرى ٩٠ ل.ل. -
المؤسسات والدوائر الرسمية في الدول العربية ٧٥ ل.ل. (او ما يعادلها)

Fig. 1 : Un cas extrême d'auto-définition nous est fourni par la revue *Qadaya 'arabiyya* (1974-1983) qui se présente longuement comme « šahrīya fikrīya maftuħa li-muhtalaf al-ittiğāhāt al-'arabiya at-taqaddumīya, tu'ālīğ al-ğawānib al-iqtisādīya wa-l-iğtimā'īya wa-t-ṭaqāfiya wa-t-tarbawīya wa-l-'ilmīya fī-l-waṭan al-'arabī min hilāl naẓra mustaqbalīya wa-bi-rūḥ al-baḥṭ al-'ilmī ». L'on voit ici coexister des critères relatifs à la périodicité de la revue (mensuelle), à son genre (intellectuel), à son positionnement politique (progressiste), à son domaine d'intérêt (aspects économiques, sociaux, culturels, éducatifs et scientifiques de la nation arabe) et à son approche (prospective et scientifique).

La distinction selon le type de « porteur » de la revue (université, maison d'édition, auto-édition, institution religieuse, centre de recherche, etc.) n'est pas non plus totalement opérante, puisqu'il n'y a pas de correspondance systématique entre la nature du porteur et le type de revue publiée. L'on voit ainsi des institutions extra-universitaires ou des auto-éditeurs publier des revues se revendiquant d'un régime de scientificité académique et adoptant un certain nombre de codes propres aux revues universitaires⁴, tout comme, bien que plus rarement, des institutions universitaires publient des revues s'apparentant davantage aux revues intellectuelles qu'aux revues scientifiques spécialisées (ainsi l'USJ publie-t-elle à partir de 1961 la revue *Travaux et jours*, qui se définit elle-même comme « revue de réflexion chrétienne sur les événements du Liban et du Proche-Orient »⁵).

L'examen des formats éditoriaux adoptés par ces revues nous fournit en revanche des indications utiles sur le ou les publics auxquels elles s'adressent. La taille et le volume de la revue, la présence, fréquence et nature d'éventuelles illustrations (caricatures, photos, dessins artistiques, schémas et tableaux...), la nature d'éventuels encarts publicitaires (qui indiquent les publics-cibles des annonceurs⁶) sont des éléments qui concourent à donner une identité visuelle à la revue et l'inscrivent dans des registres correspondant à des publics différents.



⁴ Voir par exemple la revue *al-Bâhith* [*le Chercheur*], publiée entre 1978 et 1994 par Qassem Khazaal. Se présentant comme une « revue culturelle arabe » qui « traite par les sciences humaines, la philosophie et le patrimoine culturel, des problèmes du renouvellement dans la civilisation arabe », elle arbore bien des caractéristiques d'une revue scientifique universitaire : ses « conseillers éditoriaux » sont tous docteurs et comptent quelques noms prestigieux issus du milieu universitaire français (Paul Ricoeur, Roger Arnaldez), les consignes aux auteurs précisent que les contributions proposées pour publication doivent « se soumettre à l'objectivité et aux règles de la recherche académique », les articles sont dotés d'un appareil de notes de bas de page en bonne et due forme, l'appel à contribution financière adressé aux lecteurs de la revue en fin de numéro précise que cette dernière accueille dans ses pages « l'élite des penseurs spécialisés [*nukhba min al-mufakkirîn al-mukhtassîn*] » et compte sur ses lecteurs arabes « dans les universités et les institutions culturelles » pour assurer son indépendance financière et intellectuelle (citations tirées du numéro 14 de la revue publié en nov.-déc. 1980).

⁵ *Travaux & Jours*, 18, janv.-mars 1966, p.3.

⁶ Trois cas de figure sont les plus fréquents : absence totale d'encarts publicitaires, encarts consacrés à l'actualité éditoriale de la maison d'édition editrice de la revue et/ou d'autres éditeurs, encarts proprement publicitaires pour des annonceurs commerciaux (voir fig. 2).

Fig. 2 : La revue *Âfâq* et ses pages publicitaires. *Âfâq* est une revue indépendante qui ne bénéficie d'aucun soutien institutionnel et financier pérenne, d'où l'ouverture de ses pages à des annonceurs commerciaux ciblant un public jeune issu des classes moyennes et supérieures (publicités pour des compagnies aériennes, des marques de soda et de bière, des compagnies d'assurance, etc.).

La présence ou l'absence d'un appareil critique dans les articles est en revanche un critère à historiciser : l'accolement d'un système de références bibliographiques et de notes de bas de page est une pratique qui s'est développée progressivement et inégalement dans les revues à vocation savante ou intellectuelle, ce qui ne permet pas d'en faire un élément discriminant sur toute la période considérée. Toutefois, son adoption plus ou moins précoce par certaines revues et sa systématisme peuvent généralement être lues comme le signe d'un positionnement sur le pôle restreint de la production intellectuelle ou universitaire. Dans l'ensemble, ces différentes caractéristiques formelles permettent de situer les revues entre trois grands pôles, qui correspondent globalement à trois types de public : un pôle culturel, destiné à un public large ; un pôle intellectuel, destiné à un public lettré ; un pôle scientifique, destiné à un public plus strictement universitaire. Et les spécialistes libanais de sciences humaines et sociales vont circuler entre ces trois types de revues et de publics.

a. La guerre, un âge d'or des revues ?

D'un point de vue purement quantitatif, le recensement des revues libanaises de la seconde moitié du XXe siècle fait apparaître une augmentation significative du nombre de nouveaux titres à partir du début des années 1960 (moins de dix nouvelles revues fondées dans les années 1950, contre une vingtaine dans les années 1960). Cette augmentation est due en grande partie au développement du secteur éditorial beyrouthin au cours de cette période (Mermier, 2005), mais elle n'y est pas réductible puisque l'on observe aussi une diversification des types de revues et de leurs « porteurs », consacrant la « forme-revue » (Lee, 2009 : 13) comme un mode privilégié de publication périodique pour différents types de collectifs : réseaux d'auteurs d'une maison d'édition, intellectuels proches d'un même parti politique, clubs et associations culturelles, institutions religieuses, établissements universitaires, sociétés savantes... Si l'on se concentre ensuite sur les seules décennies 1960, 1970 et 1980, il apparaît qu'une petite trentaine de nouvelles revues ont été fondées entre 1958 et 1975, contre une quarantaine de nouveaux titres lancés au cours des quinze années de guerre qu'a connue le Liban entre 1975 et 1990. Ce chiffre retombera (sans s'effondrer) à environ 25 nouveaux titres créés tout au long des quinze années suivantes, de 1991 à 2005.

Ainsi la guerre, loin de porter un coup d'arrêt à ce type de production éditoriale, figure bien au contraire comme une période de dynamisme qui pourrait sembler paradoxal au regard de la situation sécuritaire qu'a connue le pays, mais qui s'explique largement par la conjonction de deux principaux phénomènes. Le premier est d'ordre conjoncturel : la guerre libanaise fut une période d'intense mobilisation intellectuelle, stimulée par l'investissement des différentes parties au conflit dans le secteur de la production culturelle. Nombre d'acteurs régionaux (Libye, Irak, Iran, Algérie) cherchant à développer leur influence sur la scène libanaise financèrent organes de presse quotidiens ou hebdomadaires, centres de recherche, maisons d'édition et revues. Les acteurs politiques et communautaires locaux furent eux aussi à l'origine de nombreuses créations institutionnelles dans le domaine culturel (universités, centres de recherche, etc.), institutions qui se dotèrent elles-aussi de leurs propres revues.

Soulignons ici le rôle précoce joué en la matière par les intellectuels palestiniens : dès 1971, les deux centres de recherche palestiniens installés à Beyrouth depuis les années 1960 s'étaient dotés de leurs propres revues, l'une en anglais (le *Journal of Palestine Studies* lancé par l'Institute for Palestine Studies en collaboration avec l'Université du Koweït), l'autre en arabe (*Shu'ûn filastîniya*, publiée par le Centre de recherches de l'OLP). Le fondateur et premier rédacteur-en-chef de *Shu'ûn filastîniya*, Anis Sayigh, assurera d'ailleurs, après avoir quitté la direction du Centre de recherches de l'OLP, le lancement de la revue d'*al-Mustaqbal al-'arabi* publiée par le Centre d'Etudes de l'Unité Arabe à partir de 1978, puis entre 1979 et 1981, il prendra la tête de *Qâdâyâ 'arabiya*, revue lancée en 1974 par l'historien et éditeur palestinien 'Abd al-Wahhâb Kayyâlî.

Un second phénomène nourrissant le dynamisme éditorial de cette période résulte de l'entrée en scène d'une nouvelle génération de jeunes intellectuels, de formation universitaire, qui circulent entre l'enseignement supérieur, la recherche, la presse d'opinion et les revues. La massification de l'enseignement supérieur enclenchée dans les années 1960 et l'élévation progressive du niveau des diplômes produisent leurs fruits dans les années 1970 et 1980, avec l'arrivée sur le marché du travail universitaire et dans le secteur de la presse et de l'édition d'un nombre croissant de jeunes diplômés, de plus en plus souvent titulaires de doctorats, formés dans les différentes disciplines de sciences humaines et sociales (Raymond, 2013). Ces jeunes chercheurs, socialisés au cours de leurs premières années universitaires dans les milieux politiques et syndicaux beyrouthins (Favier, 2004), viennent étoffer des cercles intellectuels beyrouthins largement ouverts sur le monde arabe. Depuis les années 1960, Beyrouth s'est en effet affirmée à la fois comme un haut lieu d'enseignement universitaire au rayonnement régional, comme la plaque tournante de l'industrie arabe de l'édition, et comme le refuge d'intellectuels dissidents attirés par ses traditions libérales et ses opportunités d'emploi. Et le déclenchement de la guerre, en 1975, n'a pas immédiatement remis en cause cette attractivité beyrouthine, alimentée au contraire par l'afflux d'« argent politique » investi par les parties locales et régionales au conflit. Les revues nées dans les années 1970 et 1980 bénéficient donc de réseaux intellectuels denses dans lesquels elles trouvent un large pool d'auteurs. Ces auteurs, de leur côté, sont assez rarement attachés à une seule revue mais tendent plutôt à contribuer à plusieurs d'entre elles, souvent les mêmes : certains noms apparaissent ainsi de manière récurrente dans les sommaires des quelques revues les plus courues à Beyrouth-Ouest, *Dirâsât 'arabiyya*, *al-Fikr al-'arabî*, *al-Mustaqbal al-'Arabî*, etc⁷.

Le mode de fonctionnement le plus fréquent parmi ces revues correspond au modèle traditionnel des revues portées par un seul homme, typique des revues littéraires (*al-Âdâb* de Souheil Idriss par exemple) et de certaines revues attachées à une maison d'édition (telle *Dirâsât 'arabiyya* animée par l'éditeur de Dâr al-Talî'a Bashîr al-Da'ûq, ou *Qâdâyâ 'arabiyya* lancée par 'Abd al-Wahhâb Kayyâlî, fondateur d'al-Mu`assasa al-'arabiyya li-l-dirâsât wa-l-nashr). Quelques revues sont quant à elles portées par un duo : Ridwan al-Sayyid et Fadl Shalaq pour *al-Ijtihâd*, Wajih Kawtharani et Fadl Rassûl pour *Minbar al-hiwâr*. Mais toutes fonctionnent en mobilisant le réseau de connaissances interpersonnelles du rédacteur-en-

⁷ Au-delà des cercles beyrouthins, certaines de ces revues parviennent en outre à mobiliser des auteurs dans l'ensemble du monde arabe. Quelques-unes ne publient d'ailleurs qu'une minorité d'auteurs libanais, telle la revue *al-Mustaqbal al-'arabî* publiée par le Centre d'Etudes de l'Unité Arabe à partir de 1978 : moins de 15 % de Libanais figurent parmi ses contributeurs au cours de ses trois premières décennies de parution, en 2^e position derrière les Egyptiens qui représentent quant à eux 29 % des auteurs publiés (Muflih, 2015).

chef, qui joue un rôle central dans la collecte du matériau éditorial parmi ses relations, qu'il entretient ce faisant. Rares sont celles qui disposent d'instances éditoriales formalisées et opérant durablement sur un mode plus collectif.

Ce mode de fonctionnement très personnalisé a parfois été un obstacle à la longévité de certaines revues, qui disparurent en même temps ou peu après leur fondateur et principal animateur. Pourtant, et contrairement à une hypothèse émise au début de cette enquête, l'analyse de mon corpus de revues montre une pérennité surprenante de la part d'une majorité de titres. Ainsi, sur la centaine de revues recensées, plus de la moitié ont réussi à paraître pendant plus de 10 ans, une petite trentaine ont pu tenir entre 2 et 10 ans, et seules une vingtaine se sont avérées des entreprises éphémères (moins de 2 ans). L'incapacité de certains titres à se pérenniser et l'irrégularité dans la parution des autres revues, fréquemment masquée par la durabilité de leur titre, s'expliquent le plus souvent par les difficultés de financement rencontrées. Si les revues publiées en auto-édition s'avèrent les plus fragiles, celles portées par des maisons d'édition privées se montrent elles aussi tributaires de fréquents aléas financiers, sans que celles bénéficiant de l'appui d'une institution mieux dotée financièrement (université, centre de recherches extra-universitaire, organisation religieuse, etc.) n'en soient toujours exemptes non plus.

La situation sécuritaire dans le Liban en guerre paraît en revanche n'avoir eu qu'un effet secondaire, limité aux moments de violence les plus intenses, sur le rythme de parution et la longévité des revues culturelles et intellectuelles. L'invasion israélienne de 1982, par exemple, a entraîné des retards de publication de quelques mois pour plusieurs revues de Beyrouth-Ouest, mais presque toutes ont repris leur parution par la suite⁸. Le conflit libanais ne semble pas, non plus, avoir entraîné de difficultés supplémentaires pour l'obtention des autorisations de publication auprès des autorités compétentes (ministère de l'Information et syndicat de la presse), comme ce fut au contraire souvent le cas pour les journaux. La situation sécuritaire a, en revanche, davantage affecté les revues universitaires spécialisées, les établissements d'enseignement supérieur ayant tous été confrontés à des difficultés majeures pendant la guerre⁹.

b. Revues politico-culturelles, revues intellectuelles et revues universitaires spécialisées

Les grandes oppositions structurant l'espace des revues dans lesquelles publient les spécialistes de sciences humaines et sociales ont connu plusieurs évolutions notables au cours de la période considérée.

⁸ Les principales victimes éditoriales des événements de 1982-1983 sont les revues palestiniennes publiées depuis Beyrouth : *le Journal of Palestine Studies* sera dorénavant publié à partir de l'antenne de l'Institute for Palestine Studies à Washington, *Qâdâyâ 'arabîya* cesse de paraître en 1983, *Shu'ûn filastîniya* paraît depuis Chypre à partir de 1984...

⁹ Si toutes les revues universitaires publiées au Liban peinent à tenir leur rythme annuel de publication tout au long de la guerre, c'est l'USJ qui connaît les plus grandes difficultés : quasi-suspension des *Mélanges de l'USJ* avec seulement deux livraisons au cours des quinze années de guerre, parution extrêmement irrégulière des séries d'Annales publiées à partir des années 1980 par les différents départements de la nouvelle Faculté de Lettres et Sciences humaines de l'USJ (voir *infra*), suspension de *Proche-Orient études économiques* entre 1975 et 1983 puis disparition de la revue en 1989, etc.

En premier lieu, on peut observer une progressive différenciation entre les revues que je qualifierai de « politico-culturelles » et les revues intellectuelles, les premières se trouvant progressivement supplantées par les secondes. Quelques revues parmi les plus anciennes incarnent en effet un modèle traditionnel de revue généraliste où coexistent des écrits poétiques et littéraires, des articles d'opinion ou des comptes rendus sur l'actualité politique et culturelle, des études et des textes de réflexion sur différents thèmes historiques ou sociaux, des recensions d'ouvrages récemment parus. En général, ces revues politico-culturelles se distinguent entre elles par la sensibilité politique ou la « communauté d'opinion » (Bendana, 2014) dont elles se font la tribune, mais sans être nécessairement l'organe d'expression d'un courant politique constitué. Celle qui s'en rapproche le plus, la revue *al-Tarîq* fondée en 1941, est clairement identifiée comme la revue des intellectuels membres du Parti communiste libanais, mais elle accueille aussi dans ses pages des contributeurs qui ne sont pas affiliés à ce dernier. D'autres revues constituent davantage une plate-forme pour des réseaux cherchant à affirmer leur indépendance, telles *Mawâqif*, lancée par le poète Adonis aux lendemains de la défaite arabe de 1967, ou *al-Âfâq*, qui publie seize numéros entre 1974 et 1975, et qui est issue d'un réseau d'intellectuels chrétiens progressistes regroupés autour de Mgr. Grégoire Haddad.

Les nouvelles revues paraissant au cours des années 1970 vont progressivement s'éloigner de ce modèle de revues, renonçant à leur éclectisme caractéristique et se recentrant sur les grands enjeux politiques de l'époque et sur des thèmes intellectuels davantage inscrits dans un registre théorique et académique. La plus ancienne (et encore largement hybride), *Dirâsât 'arabiyya* (1964-2000), puis *Qâdâyâ 'arabiyya* (1974-1983), *al-Mustaqbal al-'arabî* (depuis 1978), ou encore *al-Wâqî'* (1981-1986) s'inscrivent plutôt à la croisée de la politique, de l'économie et des questions sociales, tandis qu'*al-Fikr al-'arabî* (que j'aborderai *infra*) ou *al-Fikr al-'arabî al-mu'âsir* (1980-2008) accordent une plus large place aux réflexions théoriques et épistémologiques. Mais dans toutes ces revues, on peut observer la disparition des textes à caractère littéraire, la place de plus en plus réduite - si ce n'est l'absence - de rubriques consacrées à l'actualité culturelle (exception faite de l'actualité éditoriale et des comptes rendus de colloques), l'organisation de plus en plus fréquente des articles dans des dossiers thématiques. Au fil du temps, les formats se font plus denses, les appareils critiques s'étoffent, et les auteurs titulaires d'un doctorat (détectables par la lettre « D » précédant leur nom dans les sommaires) deviennent très largement majoritaires. La reprise de ce modèle par des revues positionnées dans le domaine religieux, qui connaissent un essor notable dans les années 1980 (*al-Ijtihâd*, *al-Muntalaq*, etc.), peut d'ailleurs être lue comme un signe de son succès.

Une seconde évolution marquante dans la structuration de l'espace des revues au cours de cette période concerne la place relative des revues politico-culturelles et des revues intellectuelles d'une part, et des revues universitaires spécialisées de l'autre. Les deux grandes universités séculaires de Beyrouth, l'AUB (1866) et l'USJ (1875), furent les premières à se doter de revues spécialisées destinées à la publication des recherches de leurs personnels enseignants : les *Mélanges de la Faculté orientale* (qui deviendront ensuite *Mélanges de l'USJ*) depuis 1906, la revue d'archéologie *Berytus* (1934) et la revue de sciences humaines et sociales *Al-Abhâth* (1948) publiées par l'AUB, sont les revues universitaires les plus anciennes mais aussi les plus durables, bien qu'elles connurent toutes trois des difficultés au cours de la guerre civile. En matière éditoriale, l'USJ se distinguera cependant de l'AUB à partir des années 1960, et surtout dans les années 1980, par le nombre croissant de revues

disciplinaires mises en place au sein de ses différentes facultés¹⁰, option que ne prendra jamais l'université américaine.

Se dessine ici un clivage qui ne cessera de s'accroître avec le développement du secteur universitaire libanais, et surtout avec la division de Beyrouth entre secteur Est et Ouest dès les premières années de guerre : il est en effet frappant de constater que les pôles universitaires situés à Beyrouth-Ouest (AUB, Université Arabe de Beyrouth, sections de l'Université Libanaise restées de ce côté-ci de la ligne de démarcation après la subdivision de l'UL¹¹) n'ont jamais privilégié le format revue dans leurs pratiques éditoriales, là où les universités privées et les sections de l'université publique ancrées dans le milieu intellectuel chrétien (aussi bien à Beyrouth-Est qu'à Kaslik pour l'Université Saint-Esprit ou, plus tardivement, dans le Nord-Liban pour l'Université de Balamand) seront au contraire grandes productrices de revues spécialisées. L'on retrouve, de manière schématique, une opposition inverse en ce qui concerne les revues politico-culturelles et les revues intellectuelles, dont la grande majorité sont fondées dans des institutions localisées à Beyrouth-Ouest ou par des acteurs inscrits dans les milieux progressistes et/ou nationalistes arabes. Ces deux types de revues s'avèrent en revanche beaucoup plus rares au sein des milieux intellectuels libanais chrétiens¹².

Les universitaires, selon qu'ils se trouvent dans l'une ou l'autre de ces zones, vont donc développer leurs stratégies de publication dans des paysages éditoriaux assez différents. Ceux qui sont insérés dans le dense réseau institutionnel de Beyrouth-Ouest sont en mesure de publier leurs textes dans les multiples revues politico-culturelles et intellectuelles qui leur ouvrent leurs pages, mais ont très peu d'opportunités de publication dans des revues universitaires du cru. Ce différentiel d'opportunités de publication entre revues universitaires et revues intellectuelles est accentué par leur périodicité respective : annuelle pour quasiment toutes les revues universitaires, mensuelle, bimestrielle ou trimestrielle pour la plupart des revues intellectuelles. Ces dernières sont donc en mesure de publier un nombre très largement

¹⁰ Outre ses érudits *Mélanges*, l'USJ se dote en 1960-61 d'une revue intellectuelle davantage axée sur l'actualité locale et régionale, *Travaux et Jours*. En 1964 sont lancées les *Annales de la faculté de droit et de sciences économiques*, qui se scindent en deux revues distinctes en 1967 : *Proche-Orient Etudes juridiques* et *Proche-Orient études économiques*. Le Centre d'Etudes du Monde Arabe Moderne, fondé à l'USJ en 1971, se dote à son tour de son propre périodique, les *CEMAM Reports*, publiés sur une base annuelle à partir de 1974. Enfin, la création au sein de l'USJ d'une nouvelle faculté des lettres et sciences humaines donnera lieu, dans les années 1980, à l'adoption d'une politique systématique de fondation d'annales disciplinaires dans chaque département : *Annales de géographie* (1980, devient *Géosphères* en 2000), *Annales de philosophie* (1980, devient *Iris* en 2002), *Annales de l'Institut de Lettres Orientales* (1982), *Annales d'histoire et d'archéologie* (1982, devient *Tempora* en 1999), *Annales de sociologie et d'anthropologie* (1985, devient *Communautés et sociétés* en 2001)...

¹¹ En raison de la dégradation des conditions sécuritaires dans la capitale et de la répercussion du conflit politique au sein de la plupart des institutions publiques, l'Université Libanaise s'est engagée dès 1976 dans un mouvement de subdivision de chacune de ses facultés en plusieurs sections quasi-autonomes, d'abord de chaque côté de la ligne de démarcation entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, puis dans trois des principales villes de province.

¹² La revue *al-Fusûl al-lubnâniyya* (1979-1986), publiée par les intellectuels du Front Libanais, s'apparente davantage à cette première catégorie de revues, tandis que *Hawliyyât/Panorama de l'actualité* (1977-1988), publiée par le Centre de documentation et de recherches de la Maison du Futur d'Amin Gemayel, relève plutôt de la seconde. La revue mensuelle publiée par le parti phalangiste, *al-'Amal*, disparaît quant à elle au bout de deux ans d'existence (1977-1979). En dehors des milieux libanais, mentionnons la brève parution, déjà signalée, de la revue culturelle *Âfâq*, publiée en 1974-75 par un groupe d'intellectuels chrétiens de gauche autour de Mgr. Grégoire Haddad, mais qui cesse de paraître après l'entrée en guerre.

supérieur d'auteurs, en respectant des délais beaucoup plus courts. Les universitaires chrétiens parviennent quant à eux plus fréquemment à publier dans des revues universitaires. Deux cas peuvent alors être distingués : les universitaires appartenant aux facultés ou départements dotés de leur propre revue spécialisée trouvent un débouché aisé à leurs projets de publication, tandis que ceux n'ayant pas cette option vont davantage s'adresser à des revues universitaires pluridisciplinaires ou à l'identité disciplinaire peu tranchée (ainsi, par exemple, de la revue de la faculté de pédagogie de l'UL, *Dirâsât*, ou de celle de la faculté d'information et communication, *al-I'lâm wa-l-tawthîq*). Ils peuvent aussi investir les quelques revues érudites chrétiennes publiées par diverses institutions religieuses (*al-Masarra*, par exemple, publiée par le patriarcat grec-catholique, ou *al-Manâra*, revue de la Congrégation des missionnaires libanais maronites relancée en 1981), qui ouvrent de plus en plus leurs pages aux chercheurs laïcs.

Cette configuration de l'espace des revues va favoriser, parmi les nouveaux entrants dans le champ universitaire, un double mouvement : d'un côté, ils délaissent progressivement les revues politico-culturelles, jugées trop « légères », au profit de revues intellectuelles davantage valorisées car perçues comme « plus sérieuses » ou plus « académiques »¹³, tout en important, d'un autre côté, les valeurs, le langage et les normes du milieu universitaire dans les revues intellectuelles. Nombre de revues n'hésitent d'ailleurs pas à revendiquer, telle *Qadaya 'arabiyya*, « un esprit de recherche scientifique » (voir fig.1). La pétition de principe figurant en ouverture d'*al-Wâqî'*, dans son premier numéro lancé en 1981, est à ce titre exemplaire : « cette revue, en veillant à exploiter les méthodes des sciences humaines modernes dans toutes leurs directions, veille donc fondamentalement à construire et à diffuser l'esprit scientifique fondé sur le doute, l'expérimentation et la vérification. » (p.11)

Outre la conformation particulière du paysage éditorial de l'époque, plusieurs facteurs interviennent de surcroît dans cette prédisposition des universitaires à publier de manière privilégiée dans les revues intellectuelles. Le premier d'entre eux tient aux trajectoires militantes de nombreux chercheurs entrés à l'université à cette époque, ainsi que l'explique l'un de ceux que j'ai interrogés :

Il y avait ce désir [d'écrire], qui provenait... Presque tous ceux qui écrivaient venaient de milieux partisans. Du parti communiste, de l'OACL¹⁴, ou ils étaient dans des partis avant, baathistes, etc. Ce climat, ces organisations, elles avaient quelque chose de culturel. La culture faisait partie des activités, du combat. Il y a des personnes qui en même temps étaient des responsables partisans, à cette période, et en même temps ils écrivaient. Comme Waddah Charara, Fawaz Traboulsi. Ils n'étaient pas seulement... L'écriture faisait partie du combat. Cette ambiance était présente. Et toi, tu es professeur d'université, et tu viens de ces milieux, l'écriture est nécessaire, tu dois écrire. Pour cette raison, il se peut que, si l'on revient aux années 70 et 80, ceux qui ont le plus écrit viennent de la gauche, pas de la droite. Peut-être que la droite s'y intéressait moins.

Pour les auteurs présentant un tel profil, l'entrée à l'université n'entraîne donc pas nécessairement une rupture avec les formes d'écriture pratiquées au cours de leurs années militantes, ni un repli sur des supports de publication proprement universitaires, de toute façon peu nombreux ou inaccessibles. Et cela d'autant moins que les modes de légitimation des intellectuels, au cours de cette période, valorisent l'engagement et la responsabilité sociale du chercheur face aux enjeux du temps, de même qu'ils impliquent la recherche d'une

¹³ Ces qualificatifs sont extraits d'entretiens avec divers contributeurs aux revues de l'époque.

¹⁴ Organisation pour l'Action Communiste au Liban.

reconnaissance auprès d'un public intellectuel plus large que celui des seuls pairs auquel les revues universitaires spécialisées donnent théoriquement accès¹⁵. La revue intellectuelle, en ce qu'elle assume une fonction de médiation entre le milieu universitaire restreint et des milieux intellectuels élargis, s'avère dès lors un support de publication permettant d'affirmer à la fois son statut d'universitaire et de véritable intellectuel.

En outre, la préférence pour la publication dans les revues intellectuelles relève en partie de considérations plus pragmatiques. Comme signalé par un chercheur en entretien, proposer des articles à la revue d'une maison d'édition peut être motivé par l'espoir d'y obtenir plus facilement un contrat de publication pour un ouvrage. Tout aussi déterminante, la rémunération des auteurs publiés, sans que ce ne soit une pratique systématique, fut un facteur supplémentaire d'attractivité pour quelques revues intellectuelles beyrouthines, le plus souvent celles « financées par le pétrole » (« *mumawwala naftiyyan* », selon la formule d'un des chercheurs interrogés). Rémunérer les auteurs fut un moyen employé par ces nouvelles revues pour attirer « des grands noms », dotés d'un capital de reconnaissance plus fort, et se démarquer ainsi des revues concurrentes. Cette pratique s'explique aussi par une sorte de diffusion des usages entre la presse et les revues, à la faveur de la circulation des intellectuels vivant de leur plume entre ces deux supports de publication. L'un des chercheurs interrogés explique ainsi : « Pourquoi écrire gratuitement ? Les revues se vendent, les centres d'études ont des financements très importants. *Shu'ûn 'arabiyya* payait, *Qâdâyâ 'arabiyya* payait. [...] D'accord, *Al-Tarîq*, *al-Bâhith*, *Dirâsât 'arabiyya* (la revue de Dâr al-Talî'a) ne payaient pas. Mais la presse paie, alors... ». Un autre chercheur souligne quant à lui la nouveauté d'une telle attitude décomplexée : « Il y avait l'attrait matériel, financier, revendiqué ouvertement. Et qui n'était plus un tabou. [...] Parce que [avant] c'était un tabou. Je me rappelle au moment où, en 65, je me suis mis à collaborer à la section culturelle, reportages, d'*al-Ushû' al-'arabî*, [...] pas mal de gens, de camarades ou bien d'amis, voyaient ça d'un oeil très critique. "Comment, toi, marxiste révolutionnaire, militant etc., tu collabores à une revue financée par un capitaliste, un des plus en vue du Liban ?" » Un autre chercheur va dans le même sens : « Il y a eu une idée nouvelle qui n'était pas présente avant, c'est qu'il y a une compensation financière pour l'écriture. [...] Bien sûr dans les années 50, ça n'existait pas. Tout était [question de] combat. Il y a eu une période, disons... les motivations et les manières ont un peu changé. Tu écris et tu touches une rétribution. Bien sûr, celui qui écrit n'écrit pas que pour l'argent, mais c'est mélangé. »

Ce n'est qu'au cours des années 1990, et surtout pendant la décennie suivante, que cette configuration a évolué. Le créneau éditorial qu'avaient constitué les revues intellectuelles généralistes s'est en effet progressivement étiolé du fait de la cessation de parution d'un nombre significatif d'entre elles ou de l'essoufflement de la dynamique éditoriale des autres. Quelques nouveaux titres parus à cette période, en dépit de débuts prometteurs, font rapidement long feu, telle la *Beirut Review* publiée entre 1991 et 1994¹⁶, dans un contexte marqué au Liban comme dans la plupart des autres pays arabes par la désaffection des

¹⁵ Cette recherche de reconnaissance au sein de milieux intellectuels larges joue probablement en faveur de certaines revues intellectuelles bien diffusées dans le monde arabe, bien que certaines revues académiques puissent elles aussi se prévaloir d'une diffusion à l'international (les *Mélanges de l'USJ* ou la revue de l'AUB *al-Abhâth* notamment).

¹⁶ Publiée par le Lebanese Center for Policy Studies, cette revue en anglais cesse de paraître au bout de huit numéros. Son équivalent en arabe, *Ab'ad*, prend le relais en 1994, publie elle aussi huit numéros avant d'être suspendue en 1998. Trois numéros supplémentaires paraîtront entre 2006 et 2007, avant l'arrêt définitif de cette revue.

lecteurs envers les revues intellectuelles (Muflih, 2015). A l'inverse, certaines revues scientifiques spécialisées ont repris un rythme de publication plus régulier à la faveur de la remise sur pied du secteur universitaire, et de nouvelles revues universitaires sont créées¹⁷. Pourtant, rares sont celles qui parviennent à susciter une véritable dynamique éditoriale¹⁸, et aucune ne réussit à s'imposer comme revue disciplinaire de référence. Il suffit de consulter les catalogues des bibliothèques universitaires libanaises pour se rendre compte du faible degré de circulation des revues spécialisées en dehors de l'institution où elles sont publiées. La segmentation persistante du secteur universitaire libanais limite le *pool* d'auteurs susceptibles d'être sollicités par une revue ou de s'y adresser de manière volontaire à un cercle assez étroit de contributeurs réguliers évoluant le plus souvent au sein de la même institution ou dans son orbite proche, d'où le caractère « fortement endogamique » (Arvanitis et Hanafi, 2016 : 305) de ces revues universitaires. S'y ajoutent les effets de la démographie déclinante parmi les spécialistes de SHS : tandis que les jeunes entrants, qui y trouvent l'opportunité de publier leurs premiers textes, se font de toute façon moins nombreux, leurs aînés ayant atteint un niveau optimum dans leur carrière n'ont plus à développer des stratégies d'accès à la reconnaissance, ni à se soumettre aux critères de publication imposés par les procédures universitaires de recrutement ou d'avancement¹⁹, ou alors leurs préférences vont vers d'autres modes de publication plus en phase avec leur éventuelle aspiration à la consécration scientifique (revues internationales considérées comme plus prestigieuses, livres). Jouant davantage un rôle de vitrine de leur institution hôte vis-à-vis de l'extérieur, et de leur discipline vis-à-vis des autres disciplines au sein de l'université considérée, ces revues scientifiques représentent un support de publication quasiment dénué d'enjeux pour la majorité des chercheurs.

La configuration éditoriale des revues a donc présenté, au moins jusqu'à la fin des années 1990, des caractéristiques qui ont favorisé et entretenu, chez nombre de chercheurs en sciences humaines et sociales, le choix privilégié pour la publication de leurs articles dans diverses revues intellectuelles publiées depuis Beyrouth. L'examen de l'une des plus courues d'entre elles, *al-Fikr al-'arabî*, va maintenant permettre de considérer comment s'organisent, dans ce type de revue, l'accès à la publication, l'évaluation des contributions et les modalités de l'échange intellectuel et savant.

2. Une revue intellectuelle à l'examen : *Al-Fikr al-' arabî* (1978-2000)

¹⁷ Citons notamment *Al-'ulûm al-ijtimâ'iyya* (1991-) et *Societas* (1997-2002), les deux revues de sociologie fondées respectivement par les sections 1 et 2 de l'Institut de Sciences Sociales de l'UL, la revue d'histoire *Chronos*, publiée par l'Université de Balamand à partir de 1998, ou encore deux revues pluridisciplinaires, *Awrâq jâmi'iyya*, lancée en 1992 par la Ligue des enseignants à temps plein de l'UL, et *Bâhithât*, publiée depuis 1994 par le Rassemblement des chercheuses libanaises.

¹⁸ Dans le cas des quelques revues d'histoire existantes, que j'ai étudiées lors d'une recherche précédente, il s'avère qu'aucune de ces revues, souvent portées par quelques individus motivés, n'a été en mesure d'engendrer une véritable dynamique éditoriale collective susceptible d'agréger de nouvelles énergies : leur gestion apparaît trop personnalisée pour certaines personnes interrogées à ce sujet, tandis que d'autres se plaignent de la faible implication de leurs confrères formellement associés à la revue dans le cadre des comités éditoriaux, quand ils existent.

¹⁹ Les règlements adoptés en la matière par les principales universités du Liban ont intégré à des dates diverses un critère de publication qui ne précise pas les types de revues dans lesquelles une recherche publiée serait considérée comme recevable. Dans le cas de l'UL, pour lequel je dispose de quelques témoignages, ce sont les usages qui ont établi la recevabilité d'une publication dans une revue intellectuelle dans le cadre des procédures de recrutement ou de promotion. Publier dans une revue académique n'apporte donc aucune plus-value à ce titre.

La revue *Al-Fikr al-'arabi* (*FA*) est publiée à partir de 1978 par l'Institut du Développement Arabe (IDA), centre de recherches beyrouthin fondé au cours de l'été 1975 comme filiale d'un institut éponyme libyen. Au cours de ses vingt-cinq ans d'existence, l'IDA a employé ou financé par contrat plus de trois cents chercheurs (Hatab, 1999), édité trois revues²⁰ et publié environ deux cents ouvrages. Très dynamique pendant ses dix premières années de fonctionnement, l'IDA a été le centre de recherches le mieux doté financièrement et le plus actif parmi les centres opérant du côté Ouest de la capitale libanaise divisée, offrant des niveaux de rémunération largement supérieurs à ceux pratiqués par les autres institutions et s'avérant de ce fait très attractif. A partir de la seconde moitié des années 1980, l'Institut a connu un ralentissement progressif de ses activités, jusqu'à sa fermeture définitive en 2000, date à laquelle s'arrête aussi *al-Fikr al-'arabî*, sa dernière revue encore active.

Entre 1978 et 2000, 99 numéros de la revue ont été publiés, suivant un rythme bimestriel jusqu'en 1983 puis trimestriel. Peu d'informations s'avèrent disponibles quant à son tirage et sa diffusion. L'un de ses anciens rédacteurs-en-chefs se souvient qu'au milieu des années 1980, alors que la réputation de la revue n'était plus à faire, 5800 exemplaires étaient distribués dans l'ensemble du monde arabe, dont seulement 200 ou 300 au Liban même. La revue figure en tout cas parmi les revues intellectuelles arabes les plus reconnues et les plus respectées, au dire des chercheurs que j'ai rencontrés.

Al-Fikr al-'arabî est une revue de format dense : entre 250 et 450 pages de textes serrés pour chaque livraison, jusqu'à 600 pages pour les numéros doubles, aérées par les seules annonces publicitaires concernant les autres publications de l'IDA. Plusieurs chercheurs interrogés au cours de mon enquête, qui ont publié dans *al-Fikr al-'arabî* et qui, pour certains, ont été associés ponctuellement à sa confection, ont fait état de considérations concordantes quant à la nouveauté qu'a pu représenter cette revue dans le paysage éditorial de la fin des années 1970. La plupart tendirent d'ailleurs à comparer *FA* avec une autre revue, plus ancienne, dans laquelle ils avaient tous publié auparavant, *Dirâsât 'arabiyya*, pour souligner le saut qualitatif effectué avec *FA*. Ce « bond en avant » qu'aurait représenté *FA*, pour l'un de ces chercheurs, tient à deux principaux apports : « un supplément de scientificité et un supplément d'ouverture à tous les courants, nationalistes, marxistes, etc. ». Ce témoignage indique bien les deux champs, l'un scientifique et l'autre politique, à la croisée desquels se situe cette revue intellectuelle.

a. La fabrique d'une revue pluridisciplinaire et panarabe

Sur sa page de couverture, *al-Fikr al-'arabî* se définit comme « la revue du développement arabe et des sciences humaines », circonscrivant de la sorte un large domaine de compétence pluridisciplinaire et à l'échelle du monde arabe.

La revue a été dirigée par six rédacteurs-en-chef successifs : Mutaa al-Safadi (1978-79), Ridwan al-Sayyid (1980-1985), Hassan Qobeissi (1986-1988), Maan Ziadeh (1988-1992), Khalil Ahmad Khalil (1992-1995), Zuhair al-Hatab (1995-2000), les cinq premiers étant tous philosophes de formation, et le sixième sociologue, ce qui explique en partie pourquoi les

²⁰ *FA* fut la plus ancienne et la plus pérenne de ces trois revues, les deux autres étant *al-Fikr al-istrâtijj al-'arabî* (revue d'études stratégiques, 43 numéros publiés entre 1981 et 1993) et *Al-'ilm wa al-tiknûlûjijâ* (revue de vulgarisation scientifique et technique, 31 numéros publiés d'après Hatab, 1999, mais introuvable aujourd'hui dans les grandes bibliothèques libanaises).

questions théoriques et épistémologiques y aient trouvé une plus large place que dans d'autres revues de la même génération telles qu'*al-Mustaqbâl al-'arabî* par exemple, davantage axée sur les questions économiques et géopolitiques.

Elle a été dotée dès son premier numéro d'un comité scientifique composé de personnalités intellectuelles libanaises et arabes extérieures à l'Institut (à l'exception de son directeur général libyen). Ce comité, dont les membres étaient rémunérés, n'a pas eu cependant de rôle collectif effectif, même si ses membres ont parfois été consultés de manière ponctuelle pour l'évaluation de certains articles. Le premier rédacteur-en-chef admet lui-même que « ce comité était un élément plus pour l'image », tandis qu'un de ses anciens collaborateurs associés à la création de la revue ajoute : « [c'était] un comité de principe, honorifique [...] et ça a permis d'éliminer ces docteurs de toutes les parties dans le monde arabe, les pays, les Etats, etc. ».

Le rôle du rédacteur-en-chef dans la conception de la revue s'est avéré central d'après les témoignages recueillis, même si, à certaines périodes, la mise en oeuvre a pu être déléguée à des collaborateurs. A d'autres périodes, des modes de fonctionnement plus collaboratifs ont pu être pratiqués au sein d'une petite équipe éditoriale composée du rédacteur-en-chef et de quelques chercheurs de l'Institut, assistés par un personnel technique (correcteurs, maquettistes et même un calligraphe). Mais aucun comité éditorial pérenne n'a jamais été formalisé, et la préparation des numéros a plus souvent donné lieu à des « discussions bilatérales », selon les termes d'un ancien collaborateur, qu'à des réunions permettant une élaboration pleinement collective des choix éditoriaux²¹. A chaque étape de la fabrique de la revue, le rédacteur-en-chef apparaît en fait au centre d'un réseau de collaboration qu'il organise lui-même selon ses affinités et en fonction du thème du numéro.

Le caractère pluridisciplinaire et panarabe de la revue se manifeste largement dans le choix des thèmes traités (voir tableau ci-dessous). Le programme des dossiers thématiques de chaque numéro est en principe soumis annuellement à la direction de l'IDA, dans le cadre de la programmation générale des activités de l'Institut. L'élaboration de ce programme annuel pouvait donner lieu à des discussions entre le rédacteur-en-chef et des chercheurs de son entourage, qui lui suggéraient des thèmes et des contributeurs éventuels, et, selon le témoignage d'un ancien collaborateur, « parfois [le rédacteur-en-chef] piochait dans un stock d'articles reçus pour définir les thèmes [*tabwîb*] des futurs numéros ». Un autre souligne la probable immixtion de la direction libyenne de l'Institut et de ses préoccupations politiques, à la fin du mandat de Mutaa Safadi, alors que celui-ci entre dans un conflit avec les Libyens qui

²¹ Il y aurait eu cependant des moments de plus grande collégialité et de plus intense discussion dans la préparation de certains numéros, ainsi qu'en témoigne un ancien chercheur de l'IDA : « Pour les deux numéros [sur la linguistique et sur l'écriture de l'histoire], effectivement on discutait beaucoup. On discutait du choix des thèmes, du choix des auteurs, on discutait de la traduction, on discutait de la répartition des parties : partie de présentation, partie de bilan, des articles qui proposent une direction vers un objet de recherche dans un cadre moyen-oriental, arabe... Ça oui. Et par la suite, avec Hassan [Qobeissi], c'était encore plus ouvert et plus libre, car Hassan faisait partie de ces gens... il était tout à fait exposé aux mêmes soucis, aux mêmes tiraillements, tensions. » Mais il tempère néanmoins : « La mensualité était tout à fait fictive puisqu'en fait il y avait des choses annoncées et qui exigeaient un temps incomparablement plus long. Alors effectivement, entretemps, on pouvait publier un numéro magmatique où il y avait un peu de tout et il y avait des moments où [le rédacteur-en-chef] nous suppliait, il nous disait "on est à court, il faut trouver des articles sur n'importe quel sujet, de n'importe quelle longueur...", c'était un peu un travail à la va-vite, et [...] improvisé. »

mènera à son licenciement comme directeur beyrouthin de l'Institut (et comme rédacteur-en-chef de *FA*) : « La coupe des Libyens s'est accentuée. Très visiblement [le rédacteur-en-chef] voulait satisfaire et répondre à des demandes qui n'avaient pas à proprement parler de justification culturelle, intellectuelle, pour ne pas dire évidemment scientifique. »

Fig. 3 : La revue *Al-Fikr al-`arabî* en ses dossiers thématiques (1978-1988)

<i>N°</i>	<i>Date</i>	<i>Thème du dossier (trad.)</i>
1	Juin-juill. 1978	La pensée arabe et la crise de la méthode
2	Juill.-août 1978	L'historiographie contemporaine et ses méthodes
3	Août-sept. 1978	La pensée développementaliste entre la langue et l'histoire. Problèmes du développement appliqué
4/5	Sept.-nov. 1978	L'arabité de l'Egypte après Nasser. Ce qu'il reste de l'expérience nassérienne
6	Nov.-déc.1978	L'écriture sociologique et ses méthodes contemporaines
7	Déc.1978 – jv.1979	Les Arabes et la technologie
8/9	Jv.-mars 1979	La linguistique, la plus récente des sciences humaines
10	Mars-avril 1979	La prospective, science des sciences
11-12	Août-sept.1979	L'unité arabe à venir
13	Janvier 1980	Le nouveau régime de la dépendance et l'intégration nationale [arabe]
14	Mars-avril 1980	Sociologie de la littérature et de la culture
15	Mai-juin 1980	La philosophie et l'idéologie
16	Juill.-août 1980	1. Ibn Khaldoun et la connaissance 2. La jeunesse et le refus
17-18	Sept.-déc.1980	Les causes de la femme et de la femme arabe
19	Jv.-fév.1981	La sociologie et les problèmes sociaux dans la patrie arabe
20	Mars-avril 1981	L'institution universitaire, idée et rôle
21	Mai-juin 1981	La pédagogie islamique et la pédagogie comparée
22	Sept.-oct.1981	La pensée politique arabe et la pensée politique contemporaine (1). Etudes politiques
23	Oct.-nov.1981	La pensée politique arabe et la pensée politique contemporaine (2). Les horizons de la pensée politique. Textes et recensions politiques
24	Décembre 1981	L'égalité des chances éducatives
25	Jv.-fév.1982	La théorie de la littérature et la critique littéraire
26	Mars 1982	1) Recherches linguistiques 2) La critique appliquée
27	Mai-juin 1982	L'idée d'histoire et la conscience historique arabe (1)
28	Juill.-sept.1982	L'idée d'histoire et la conscience historique arabe (2)
29	Oct.-nov. 1982	La question urbaine et la ville arabe (1)
30	Décembre 1982	La question urbaine et la ville arabe (2)
31	Jv.-mars 1983	L'orientalisme : l'histoire, la méthode et la représentation (1)
32	Avril-juin 1983	L'orientalisme : l'histoire, la méthode et la représentation (2)
33-34	Mai-août 1983	La société et le pouvoir. Etudes en anthropologie politique et sociale (1)

35-36	Sept.-déc.1983	La société et le pouvoir. Etudes en anthropologie politique et sociale (2)
37-38	Jv.-mai 1985	Les courants modernes en anthropologie et sociologie
39-40	Juin-oct. 1985	L'époque de la Renaissance arabe. Conflits de l'indépendance et du progrès
41	Mars 1986	La pensée arabe et la philosophie
42	Juin 1986	Le problème de la méthode
43	Sept. 1986	L'urbanisation dans la société arabe
44	Dec. 1986	Langue, anthropologie, histoire
45	Mars 1987	Le développement et la dépendance
46	Juin 1987	La rhétorique arabe et les rhéteurs
47	Août 1987	Les questions contemporaines des jeunes musulmans
48	Octobre 1987	Critique de la raison pure. Le 200e anniversaire
49	Dec. 1987	Enseignement / Culture populaire / Poésie
50	Mars 1988	La presse arabe. Sa naissance, son développement et ses horizons futurs

b. Publier dans *al-Fikr al-'arabi*

Si la fabrique de la revue reste une industrie largement beyrouthine, sans être exclusivement libanaise (puisque Syriens et Palestiniens résidant à Beyrouth y contribuent), la dimension panarabe de la revue se lit aussi dans la composition de son panel de contributeurs. Ainsi, les 418 contributeurs aux 36 premiers numéros (soit 30 livraisons, dont 6 numéros doubles, entre 1978 et 1983), incluant aussi bien les auteurs d'articles, de recensions et d'entretiens, que les auteurs traduits et leurs traducteurs, sont pour près de la moitié Libanais, pour un quart Egyptiens, Syriens ou Palestiniens, et le quart restant se partage entre auteurs occidentaux (pour l'essentiel auteurs de textes faisant l'objet de traductions) et contributeurs originaires d'autres pays du Moyen-Orient (Irakiens et Jordaniens principalement) ou du Maghreb (Libyens, Algériens, Marocains, Tunisiens). Si l'on ne considère que les 300 contributeurs d'articles originaux à ces 36 numéros (à l'exclusion, donc, des traductions, des recensions ou des entretiens), l'on obtient une répartition où la moitié reste des auteurs de nationalité libanaise, un peu plus d'une trentaine sont Egyptiens, une trentaine Syriens, une vingtaine Palestiniens, moins d'une dizaine Libyens. Parmi les auteurs d'autres nationalités, une douzaine sont originaires du Moyen-Orient (Irakiens, Jordaniens, Koweïtiens), et une autre douzaine du Maghreb (Algériens, Marocains, Tunisiens)²². Près des deux tiers de ces auteurs d'articles originaux sont titulaires d'un doctorat, et pour la plupart enseignants universitaires, le reste étant constitué principalement d'auteurs évoluant entre la littérature, la critique littéraire et le journalisme.

L'ampleur des moyens financiers accordés par la Libye à l'IDA, et l'ambition présidant à la création de la revue, amenèrent sa direction à proposer de généreuses rétributions financières pour les textes publiés, qu'il s'agisse d'articles ou de recensions d'ouvrage. Comme je l'ai déjà évoqué, la pratique restait inusuelle à l'époque, bien que de plus en plus de revues rétribuaient leurs auteurs. Mais FA pratiquait apparemment les meilleurs tarifs du marché. L'argument

²² Il ne m'a pas été possible d'identifier la nationalité d'une quinzaine des 418 contributeurs recensés, d'où le caractère approximatif des chiffres avancés ici.

permet à Mutaa Safadi de mobiliser assez rapidement après le lancement de *FA* certaines plumes renommées et de s'assurer ainsi d'un capital accumulé de reconnaissance. Elle lui permit aussi, ainsi qu'à ses successeurs à la tête de la revue, de soutenir de jeunes chercheurs libanais, auteurs d'articles ou bien de recensions. Si bien que, pour un chercheur interrogé (qui fut un lecteur, mais jamais contributeur à *FA*), *FA* aurait servi de « vitrine pour les nouveaux intellectuels qui arrivent sur scène à ce moment-là », non plus « les intellectuels maronites traditionnels, mais plutôt les intellectuels chiites, sunnites ou druzes formés en France ». Selon lui, *al-Fikr al-'arabi*, et plus généralement l'IDA, « a cueilli le fruit » de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de l'accès élargi aux filières doctorales, notamment à l'étranger.

Les articles publiés par *FA* pouvaient avoir suivi deux canaux différents, selon qu'il s'agissait de propositions spontanées, faisant suite ou non à l'annonce d'un thème à venir, ou de contributions sollicitées par la rédaction de la revue. *FA* n'a jamais développé de pratique formalisée de l'appel à contribution. Dans ses premières livraisons, le programme des thèmes à venir fut annoncé, ce qui permit à l'équipe éditoriale de choisir parmi les articles reçus en fonction de leur pertinence et de leur intérêt : pour un ancien collaborateur de la revue, ce procédé permettait « déjà dans la répartition de la matière, [de] choisir non pas sur la notoriété supposée du monsieur ou bien ses liens avec Tripoli, quelqu'un d'obédience... mais faire un travail [de sélection] avec un critère plus ou moins objectif. » Mais cet usage a été abandonné une fois la revue bien établie. Elle recevait alors suffisamment de propositions spontanées pour constituer un stock d'articles à publier selon les besoins. Mais surtout, la rédaction a privilégié un fonctionnement plus personnalisé, où des contributeurs potentiels étaient identifiés et sollicités pour participer à un dossier thématique donné. Cette formule présentait des avantages (travailler à la cohérence d'un dossier et à la qualité de ses contributeurs), comme des inconvénients (« Si nous demandons des recherches aux professeurs, nous sommes engagés, moralement au moins, à les publier », me dira un ancien rédacteur-en-chef).

Dans les deux cas de figure (contributions spontanées ou sollicitées), les articles reçus étaient soit acceptés en l'état, soit refusés, mais faisaient rarement l'objet d'échanges entre la rédaction et les auteurs afin de retravailler les textes proposés. Un ancien rédacteur-en-chef souligne qu'il aurait été trop long et contraignant de renvoyer des commentaires et de demander des corrections aux auteurs ne résidant pas au Liban et envoyant leurs textes sous forme manuscrite et par voie postale. Un autre m'explique qu'il est plus simple d'apporter les corrections souhaitées lui-même :

Je disais à des amis « écrivez [un article pour tel dossier] ». Si un ami a écrit et que le sujet ne m'a pas plu, je peux lui dire deux choses : ou je ne publie pas du tout, ou alors je le corrige moi, je le réécris (et parfois j'ai été obligé de réécrire des articles de mes amis) parce que c'est moi qui leur ai dit d'écrire et je ne peux pas leur dire « tu n'es pas publié ». Mais avant de corriger je leur dis « tu as deux options : ou alors je te l'envoie avec mes remarques et tu recommences (et je sais qu'il ne saura pas le faire), ou tu me donnes ton accord préalable pour que je le corrige. »

Un autre témoignage fait état de considérations relatives au statut de l'auteur concerné :

[Le rédacteur-en-chef] a critiqué des retours d'articles, il a fait réécrire certains articles.

Question : Ce qui n'était pas une pratique systématique dans les autres numéros ?

Réponse : Au départ, c'était un critère, une idée, mais vite il s'est avéré que c'était difficilement praticable.

Q : Pour quelles raisons ?

R : Parce que les gens choisis, même avec ceux qu'on a pu obtenir [en fonction d'un] critère objectif, en fait une partie des gens choisis l'étaient sur des critères de qualité, de relation, de leurs titres...

Q : Donc on renonçait à leur demander des corrections, parce qu'ils avaient une certaine notoriété ?

R : Oui. On a eu des articles lamentables...

Q : Ce ne sont pas eux qui refusaient de réécrire leurs articles, donc ?

R : Non, non.

Q : C'est qu'on anticipait le fait que ce n'était pas possible de leur demander ?

R : On croyait cela.

Ce dernier témoignage laisse entrevoir la labilité des critères entrant en compte dans la décision d'accepter ou de refuser un article. L'évaluation des propositions était souvent assurée par le rédacteur-en-chef lui-même, ou alors elle était confiée par ce dernier soit à un membre de son équipe éditoriale, soit aux chercheurs parmi ses connaissances qu'il jugeait compétents dans la discipline ou sur le thème en question. Mais le rédacteur-en-chef restait décideur en dernier ressort.

c. Un lieu du débat intellectuel et/ou scientifique ?

Une revue est davantage que la somme des contributions qu'elle publie. Elle n'est non seulement pas un simple « réceptacle » de contenus textuels, ni même le seul révélateur de relations entre les producteurs de ces contenus (Gérard et Kleiche-Drey, 2009). Dans une large mesure aussi, elle organise leurs relations. Il y a certes toute une gamme possible de pratiques plus ou moins interventionnistes en la matière, de la revue « boîte aux lettres » (c'est ainsi qu'un chercheur interrogé qualifie par exemple *Dirâsât 'arabiyya*) se contentant de trier parmi les textes qui lui sont spontanément envoyés, à la revue « aventure collective » (Julliard, 1987 : 5) qui soude les membres d'un réseau en un groupe solidaire de « sa » revue. Mais toute revue agence aussi les rapports entre un dedans et un dehors de la revue, entre les auteurs qui publient dans ses pages et ceux dont les travaux ou les opinions sont convoqués par les premiers au travers de simples citations ou de discussions plus développées. La revue constitue ainsi un lieu de l'échange intellectuel ou savant²³, dont elle organise les modalités et régule l'économie.

Les pages consacrées aux comptes rendus d'ouvrages constituent, avec les notes de bas de page insérées dans chaque article individuel, l'un de ces espaces privilégiés d'intertextualité où les contributeurs à la revue sollicitent d'autres écrits que ceux diffusés par cette dernière. Elles nous permettent donc de saisir certains éléments caractéristiques de cette économie de l'échange organisée par la revue. La rubrique « recensions » (*murâja'ât*) de *FA*, présente dès la première livraison, n'est pas un miroir neutre de la production éditoriale qui lui est contemporaine mais bien davantage un prisme, opérant par filtrage et en restituant une image recomposée. Or la fonction de cette rubrique particulière n'est pas totalement stable dans le temps, car elle répond d'une logique éditoriale d'ensemble dont il doit au préalable être rendu compte, avant d'envisager dans un second temps dans quelle mesure elle a pu constituer un lieu du débat intellectuel ou savant.

²³ L'échange doit être entendu ici dans son acception la plus large et la plus neutre ; il peut se manifester sous la forme du clin d'œil, de l'hommage, de l'approbation/validation, de la discussion argumentée, de la critique vive ou encore de la véritable dispute.

La logique éditoriale générale à l'œuvre dans la revue peut être saisie à travers l'évolution de la nature et de l'agencement de ses rubriques au cours du temps. L'examen des 50 premiers numéros d'*al-Fikr al-'arabî* parus pendant dix ans, sous le mandat de Mutaa Safadi (n°1 à 12), Ridwan al-Sayyid (n°19 à 40) et Hassan Qobeissi (n°41 à 50), fait en effet apparaître des différences dans la conception que chacun des trois premiers rédacteurs en chef eut de la revue, et dans leur pratique éditoriale. Au lancement de la revue et pendant ses deux premières années de parution (1978-1979), selon un rythme alors bimestriel, l'organisation des rubriques de la revue suit globalement un même modèle, avec quelques ajustements d'une livraison à l'autre. Le numéro est introduit par un éditorial signé collectivement par le comité de rédaction ou par Mutaa Safadi personnellement, suivi par un (parfois deux) dossier thématique (« *malaf al-'adad* »), une rubrique « conférence d'*al-Fikr al-'arabî* », une rubrique « études et recensions » (« *dirâsât wa murâja'ât* »), et une dernière rubrique de varia (« *dawriyyât* »)²⁴.

Cette dernière rubrique, dont l'intitulé évoque significativement les patrouilles de surveillance, signale la prégnance du modèle traditionnel de la revue politico-culturelle. Elle comporte en effet, selon les numéros, des textes consacrés à la scène culturelle libanaise et arabe (cinéma, musique, arts, littérature)²⁵, d'autres portant sur l'actualité politique régionale et mondiale, des entretiens avec des intellectuels ou des artistes, des comptes rendus de colloques²⁶. Une section « Positions et causes » (« *mawâqif wa qadâyâ* ») et une autre de veille bibliographique (« *maktaba al-fikr al-'arabî* ») y sont aussi insérées dans quelques livraisons. Constamment, la revue imbrique les deux registres de la recherche académique et de l'activisme militant, tout en s'ancrant résolument dans les enjeux du temps.

Ce modèle initial va connaître des transformations après l'éviction de Mutaa Safadi de la direction de l'Institut par ses tutelles libyennes, suite à un dur conflit interne. Après une période de transition, où la revue conserve un même esprit malgré quelques changements²⁷, un nouveau rédacteur-en-chef, Ridwan al-Sayyid, va lui imprimer sa propre marque. Jeune chercheur recruté à l'IDA à son retour d'Allemagne, où il venait d'obtenir un doctorat d'Etat en philosophie islamique, al-Sayyid avait intégré le département « Pensée arabe » de l'Institut, tout en enseignant en parallèle au département de philosophie de l'Université Libanaise. Après

²⁴ Signalons en outre que la rubrique « Economie » figurant dans les deux premiers numéros disparaît rapidement.

²⁵ Ces articles sont assortis, pendant quelques numéros, d'une section « La culture des quatre côtés » rendant compte, sous forme de courtes vignettes, des événements culturels les plus marquants.

²⁶ Interrogé sur la confection de cette rubrique, un ancien chercheur de l'IDA explique : « Au cours de quelques numéros j'ai effectivement fait ce travail, vu un peu la presse, téléphoné à des amis, demandé à des gens très divers. [...] C'est une chose qui devait se faire essentiellement au Liban, à Beyrouth, et largement dans le cadre des gens qui travaillaient à l'Institut. [...] Et ça supposait un suivi, une certaine familiarité, pour savoir un peu de quoi il s'agit. Il fallait lire la presse, demander à d'autres de lire cette presse. Si je me rappelle bien, une ou deux fois on a demandé à des gens qui lisent l'hébreu, une ou deux fois mais c'est très rare, en 78 il y avait déjà l'ébauche de ce qui devait être l'Etat du Liban-Sud, il y avait évidemment la préparation de Camp David. Quand ça avait trait à cela. Il n'y avait pas un modus operandi bien établi. [Mais j'étais] très aidé par ces gens. Pour choisir un peu les thèmes et tout ça. Parfois largement en parlant soit au téléphone soit de visu avec les gens plus familiers. »

²⁷ Au cours de cette période de transition, la publication de la revue est prise en charge par deux jeunes chercheurs de l'IDA issus du journalisme mais dont les noms n'apparaissent pas sur la page de garde. La patte littéraire de l'un des deux se fait sentir avec l'introduction d'une rubrique « *ibdâ'iyât* » constituées de textes littéraires, tandis que les éditoriaux, signés par un « secrétaire de rédaction » anonyme, réaffirment le caractère engagé et militant de la revue (voir par exemple *FA*, 14, mars-avril 1980, p.4, et *FA*, 15, mai-juin 1980, p5)

le renvoi de Mutaa Safadi, il est chargé de reprendre la responsabilité de la revue. Al-Sayyid dispose d'une expérience préalable en la matière, acquise comme secrétaire de rédaction pour la revue *al-Fikr al-islâmî* publiée par Dâr al-Fatwa (institution dirigée par le Mufti de la République), avant son départ pour l'Allemagne. Il avait aussi travaillé comme correcteur pour des maisons d'édition libanaises et pour des revues publiées au Caire, quand il étudiait à l'Université d'Al-Azhar.

Sous sa direction, *al-Fikr al-'arabî* se détache du modèle de la revue politico-culturelle et se rapproche de plus en plus celui d'une revue universitaire spécialisée. Les numéros perdent leurs rubriques littéraires ou sur l'actualité politique et culturelle au profit des seuls comptes rendus de colloques ou de rencontres du type salons du livre, signalant un recentrage sur l'actualité savante. Au fil des numéros, les entretiens, les textes d'opinion, vont eux aussi disparaître. A l'inverse, les dossiers thématiques s'épaississent encore davantage, comptant parfois plus de trente contributions par thème et s'étalant sur deux livraisons successives de la revue. Al-Sayyid les assortit fréquemment de textes de référence édités ou traduits vers l'arabe, et il change la vocation de la rubrique consacrée aux recensions - rebaptisée tout simplement « livres » (*kutub*) -, celles-ci ne portant plus que sur des ouvrages en rapport avec le seul thème du dossier. Ces recensions, dont il passe souvent commande à des étudiants, n'ont donc plus pour objet de proposer une lecture de publications récentes de tous ordres, mais davantage de présenter pour chaque thème traité un état des connaissances et de la littérature pertinente sous forme de résumés de livres (jusqu'à 26, dans la livraison consacrée à l'orientalisme en 1983). Les quatre dernières livraisons dirigées par Ridwan al-Sayyid, en 1983 et 1985²⁸, consistent ainsi en quatre volumineux numéros doubles, dont ont disparu toutes autres rubriques que le dossier thématique et les recensions afférentes.

Le successeur d'al-Sayyid²⁹ à la tête de la revue, Hassan Qobeissi, renouera quant à lui avec certains éléments du modèle éditorial originel de la revue, suggérant un possible désir de renforcer la vocation de la revue à se faire le lieu du débat intellectuel là où al-Sayyid avait privilégié un registre plus strictement savant. Qobeissi opte en effet pour une formule plus diversifiée, où le dossier thématique principal est suivi d'une rubrique d'études libres (« *maqâlât wa abhâth* »). Il réintroduit les textes littéraires dans la revue au travers d'une petite rubrique « poésie », de même qu'il reprend le travail de veille de l'actualité éditoriale avec la rubrique « *maktaba al-fikr al-'arabî* ». Surtout, il développe toutes les rubriques permettant d'ouvrir les pages de la revue à la discussion et au débat : nouvelles rubriques « dialogue avec un penseur » (« *hiwâr ma' mufakkir* ») et « réponses et discussions » (« *rudûd wa manâqashât* »), retour à une rubrique de recensions d'ouvrages détachées du thème du dossier. Mais l'air du temps a changé : Beyrouth en 1986 n'est plus la scène de mobilisation intellectuelle survoltée qu'elle fut dix ans auparavant, les Libyens se sont détournés de leur interventionnisme sur la scène libanaise et ont relâché leur tutelle sur l'IDA, et la revue s'est dé faite de sa tonalité militante.

Sous la houlette de ses trois premiers rédacteurs en chef, la logique éditoriale présidant à l'organisation de la revue a donc connu des modulations qui n'ont pas été sans affecter l'économie générale de l'échange prenant place dans ses pages. L'analyse quantitative des

²⁸ Aucune livraison de la revue n'est parue en 1984, sans qu'il ne m'ait été possible de confirmer les raisons exactes de cette suspension de la publication. Pour un exposé sur l'histoire extrêmement mouvementée de l'IDA au cours de cette période, voir Raymond, 2019.

²⁹ Ridwan al-Sayyid quitte l'IDA, dont il était devenu le directeur par intérim, en 1985.

recensions d'ouvrages publiées par la revue permet à ce titre d'avancer quelques éléments caractéristiques.

Quant au profil des auteurs de recensions, tout d'abord. Relevons qu'un tiers seulement des 203 recensions d'ouvrages publiées dans les 36 premiers numéros de *FA* sont le fait d'auteurs titulaires d'un doctorat. Cette relativement faible proportion peut s'expliquer à la fois par le fait qu'à une période, comme signalé *supra*, le rédacteur-en-chef ait préféré confier des recensions d'ouvrage à des étudiants, et par le goût pour cet exercice d'auteurs ayant davantage un profil de critique littéraire ou de journaliste culturel que d'enseignant-chercheur. Mais elle montre aussi, à l'inverse, que les universitaires ne se détournent pas pour autant totalement de cette modalité particulière de discussion des travaux de leurs confrères. Il reste, néanmoins, que les titulaires d'un doctorat sont loin de toujours s'en tenir à leur domaine de spécialité quand il s'agit de recenser un ouvrage, puisqu'il n'y a correspondance entre spécialité du livre recensé et de son recenseur que dans un cas sur deux. Dans l'ensemble, la pratique de la recension apparaît donc relativement peu mobilisée dans une logique de débat entre pairs, où la discussion se tiendrait entre praticiens d'une même discipline ou spécialistes d'un même thème. Et la rubrique qui lui est consacrée dans la revue tend, bien davantage que les dossiers thématiques, à entretenir l'indistinction des statuts et la porosité des frontières disciplinaires.

L'exercice de la recension d'ouvrages s'avère, par ailleurs, fortement « beyroutho-centré » : si la moitié seulement des articles de la revue proviennent d'auteurs libanais, ces derniers fournissent en revanche 75 % des recensions, auxquelles s'ajoutent celles rédigées par des auteurs syriens, palestiniens et égyptiens résidant à Beyrouth. Au total, l'essentiel des recensions publiées au cours de cette période sont donc produites localement plutôt que reçues de l'extérieur : on discute l'actualité éditoriale depuis Beyrouth. Et à l'image de la domination de la place beyrouthine en matière d'édition dans le monde arabe, ce sont pour moitié des livres eux-mêmes parus à Beyrouth (dont un tiers est constitué de traductions d'ouvrages, grande tradition de l'édition libanaise). Cela ne signifie pourtant pas que l'on se contente de discuter de livres libanais entre Libanais ; au contraire, les ouvrages d'auteurs libanais ne représentent qu'un quart environ des livres recensés. Quand il ne s'agit pas d'auteurs publiés par l'IDA lui-même, les auteurs libanais recensés restent en très grande majorité inscrits dans les cercles arabo-progressistes au sein desquels l'institut recrute. La rubrique de recensions de *FA* n'est donc pas une des scènes sur lesquelles se déploieraient les controverses intellectuelles interlibanaises ; elle est bien davantage le point d'observation à partir duquel les intellectuels de Beyrouth-ouest donnent à connaître, et éventuellement évaluent, la production éditoriale de leurs confrères arabes publiant à Beyrouth (et secondairement au Caire, à Damas ou au Koweït), comme celle de chercheurs occidentaux sous forme d'éditions originales ou de traductions publiées à Beyrouth.

Le fait que cet espace procuré par la revue pour discuter de la production éditoriale soit si peu investi par les chercheurs libanais pour y débattre avec leurs confrères pourrait surprendre, dans un contexte de guerre civile longue où controverses et polémiques ponctuaient quasi-quotidiennement la vie intellectuelle du pays. Mais ces confrontations trouvaient bien plus fréquemment à s'exprimer dans la presse, qui ouvrait elle aussi ses pages à des comptes rendus d'ouvrages, que dans une revue comme *FA*. Un chercheur interrogé à ce propos souligne qu'il y a certes « plus de place [pour écrire] dans les revues, mais elles sont moins fréquentes et moins lues. Alors que dans la presse, [ma recension est] lue par 20 000

personnes ! ». Un autre évoque la manière dont était souvent couverte l'actualité éditoriale issue de ce qui était alors considéré comme le « camp adverse » :

Chaque fois qu'ils publiaient un livre, on se le procurait. Quelqu'un le lisait, écrivait et publiait un article dans un journal, mais il ne disait pas « je discute celui-là ». Mais tout son article est une réponse indirecte et une mise en évidence du point de vue autre. C'est un débat qui se fait sous silence. Ça ne se dit pas « ceci a été publié », sauf s'il y a un acteur politique qui veut parrainer la réponse. [...] Dans un journal donné ou dans une organisation [*tanzîm*] donnée. Ils chargent quelqu'un de lire et d'écrire une réponse, pour qu'il y ait débat dessus. Ça devient une discussion de positions, qui n'a pas sa place dans une revue scientifique.

Même entre intellectuels d'un même bord, les comptes rendus d'ouvrage sont rarement le lieu d'un débat entre pairs. L'un de ceux que j'ai rencontrés considère qu'une recension sert surtout à faire connaître, et à promouvoir, un auteur et un livre. L'exercice relève ici d'une logique de cooptation : « Une mission très importante des chercheurs qui se veulent grands est d'aider les jeunes chercheurs. C'est mon devoir. Idem avec les préfaces. [Il s'agit d'] aider mes étudiants ou mes collègues. » Un chercheur de l'IDA, un temps associé à la confection de la revue, déplore pour sa part l'absence de dimension critique dans la plupart des recensions publiées :

Ça n'a pas du tout entraîné comme on espérait de qualification nettement distincte, précise, de discussions, de propositions éventuellement, ou de critique un peu serrée. Et là, c'était un problème. [On nous disait :] « Si ce travail ne vaut pas grand-chose, pourquoi en parler ? » [...] Mais] même si ce n'est pas un travail très élaboré, donner lieu à une discussion calme, argumentée, c'est déjà un pas, et nous pouvons nous permettre ça [dans une revue]. Il n'y a pas un souci de public, il n'y a pas un souci de racolage [comme dans la presse].³⁰

Un ancien rédacteur-en-chef de la revue évoque d'autres freins à une pratique apaisée du débat par voie de recensions : « Chez nous, personne ne comprend que le débat fait se développer la pensée. On le comprend comme une attaque et comme diminution de sa valeur, de son importance et sa considération. C'est pourquoi on ne publie pas quelque chose du style "droit de réponse". Le débat se passe dehors, dans des conférences, des colloques, il y a du débat. Mais cela n'arrive pas à la publication. »

Il resterait à confronter le constat autour duquel convergent ces différents témoignages – celui d'une désaffection envers la pratique de la recension comme lieu possible de la critique et du débat³¹ – à l'étude du contenu des diverses recensions publiées dans *FA*, étude qui ne peut être développée dans le cadre de ce chapitre. Concluons néanmoins sur une remarque, à

³⁰ Ce même chercheur condamne de surcroît « la médiocrité des comptes rendus. C'était un peu la littéralité, un peu la tendance à un résumé presque désarticulé, le chapitre 1 dit ça, le chapitre 2 dit ça... Un travail infra-scolaire ! » Remarquons qu'à la même période, la rubrique « Livres » comprend des textes désignés pour certains comme « 'ard » (exposition, présentation), pour d'autres comme « murâja'a » (recension), signalant peut-être la distinction faite par l'équipe de rédaction entre des comptes rendus se contentant de résumer un ouvrage et ceux en discutant davantage le contenu.

³¹ Felix Lang observe un phénomène similaire dans le champ littéraire : les recensions paraissant dans la presse et dans les revues constitueraient rarement de véritables exercices de critique littéraire et relèveraient bien davantage de la promotion en faveur des membres d'un réseau. La quasi-absence de recensions négatives s'expliquerait notamment par le fort degré d'interconnaissance du milieu, qui ne permettrait pas d'éviter la personnalisation des critiques, et par l'inutilité de ce type de recensions pour entretenir un réseau. Les rares cas de recensions négatives publiées seraient alors davantage motivés par des raisons politiques que par des considérations esthétiques (Lang, 2016 : 29-30).

valeur d'hypothèse : la période au cours de laquelle la revue s'est le plus rapprochée du modèle de la revue scientifique est précisément celle où la rubrique de recensions d'ouvrages a été dépouillée de sa vocation d'organisation de la discussion entre spécialistes d'une même discipline ou d'un même champ de recherche, signalant une conception érudite de la science faite davantage d'accumulation des connaissances que de débat entre pairs³².

Conclusion

Comme le souligne Sari Hanafi, « publication [is] not merely an element in the construction of research practices (the final stage in the research process) but also [...] a structured space shaping this very research practice (a central element which determines both the research topic and the type of analysis and writing) » (Hanafi, 2011: 292). Moment crucial où s'exprime une aspiration à l'existence publique et où se manifeste une contribution à la vie intellectuelle et scientifique, la publication constitue aussi le lieu de rencontre entre différents acteurs (auteurs, éditeurs, traducteurs, lecteurs) animés par des logiques propres et dont les interactions participent, au fil du temps et des parutions, de l'élaboration de traditions savantes spécifiques. Chercher à saisir ces « effets retour de l'édition sur la recherche » (Langlois, 1995) au cours d'une période si déterminante dans l'histoire des sciences sociales libanaises, c'est donc aussi mettre en lumière des héritages qui informent jusqu'à aujourd'hui les pratiques et les représentations des acteurs.

La configuration particulière de l'espace libanais des revues, marquée par la centralité séculaire de la place beyrouthine en matière d'édition et par l'effervescence intellectuelle des années de guerre civile, a longtemps favorisé, surtout chez les chercheurs situés à Beyrouth-Ouest, un recours privilégié aux revues intellectuelles généralistes pour publier. Cette configuration éditoriale a joué un rôle structurant dans le champ libanais des sciences humaines et sociales, au moment même où celui-ci se formait à la faveur de la massification de l'enseignement supérieur. Elle a en effet contrebalancé les effets de disciplinarisation des pratiques savantes issus des évolutions contemporaines du secteur universitaire, et en particulier de la spécialisation accrue des cursus et des diplômes, en favorisant un mélange des genres entre politique et scientifique, entre intellectuel et académique, et en entretenant la porosité entre différents champs disciplinaires. La revue *al-Fikr al-'arabî*, prise ici comme cas d'étude, se présente ainsi largement comme une revue hybride, où la discipline n'apparaît que très marginalement comme une catégorie opératoire : si les dossiers thématiques suivent fréquemment une logique disciplinaire, ce n'est pas cette dernière, en revanche, qui régit les modes d'évaluation des articles ou les recensions d'ouvrage.

La professionnalisation universitaire d'un nombre croissant de contributeurs aux revues n'a pas entraîné un déplacement vers des supports académiques de publication, restés les parents pauvres de cette grande famille des revues ; elle s'est davantage manifestée par l'importation dans les revues intellectuelles de marqueurs et de valeurs propres aux universitaires, sans pour autant que celles-ci ne rompent avec certaines caractéristiques de leurs modes de fonctionnement usuels (faible collégialité, importance des réseaux interpersonnels dans l'accès à la publication, modes d'évaluation peu objectifs). La

³² Dans le cas de certaines revues de sciences sociales françaises nées entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe, cette conception du rôle des recensions comme « instrument d'arpentage et de bornage du champ », par le biais d'un inventaire de la bibliographie pertinente, manifesterait les enjeux de professionnalisation auxquels étaient confrontées ces disciplines à l'époque (Kalifa, 2015).

prégnance des habitudes de publication acquises dans ce long compagnonnage avec les revues intellectuelles, et la désaffection envers des revues universitaires perçues comme dénuées d'enjeux, ont dès lors freiné l'apprentissage individuel et collectif des modalités d'évaluation, de publication et de discussion par les pairs qui constituent la norme dans bien des configurations nationales (sans que ce constat n'implique de jugement de valeur quant à cette norme, ni ne présume qu'elle soit toujours pleinement effective dans les pratiques). Mais comme le montre aussi le cas de *FA*, les revues libanaises les plus prisées furent aussi des revues où, sans toujours constituer cette « agora de papier » (Marie et Savy, 2008 : 26) rêvée par tant d'hommes et femmes de revue, les sciences sociales se voulaient en prise avec les enjeux du temps et où elles pouvaient espérer atteindre un lectorat plus vaste. Ce sont elles qui ont donné le goût des sciences sociales à plusieurs générations d'étudiants, dont certains figurent aujourd'hui parmi les auteurs du présent ouvrage.

Références bibliographiques

- Arvanitis Rigas, Hanafi Sari, 2016. *Knowledge production in the Arab world: the impossible promise*, London, Routledge.
- Bendana, Kmar, 2014. « Trois revues culturelles post-2011 : Akademia, Al Fikriyya et Nachaz », *Réalités*, n° 1499, Tunis, 18-24 septembre 2014, p. 52-53.
- Boschetti, Anna, 1994. « Des revues et des hommes », *La Revue des revues*, n° 18, p. 51-65.
- Dakhli, Leyla, 2009. *Une génération d'intellectuels arabes. Syrie et Liban (1908-1940)*, Paris, IISMM/Karthala.
- Favier, Agnès, 2004. *Logiques de l'engagement et modes de contestation au Liban. Genèse et éclatement d'une génération de militants intellectuels (1958-1975)*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Aix-Marseille III.
- Gérard, Etienne, et Kleiche-Drey, Mina, 2009. « La revue scientifique : un élément d'analyse des sciences humaines et sociales », *African Sociological Review*, n° 13/1, p. 168-183.
- Hanafi, Sari, 2011. « University systems in the Arab East: Publish globally and perish locally vs publish locally and perish globally », *Current Sociology*, vol. 59, n° 3, mai 2011, p. 291-309.
- Hatab, Zuhair, 1999. « Ma`had al-inmâ' al-`arabî wa masîrat inmâ' al-qudurât al-bahthîya al-`arabîya » [L'Institut du Développement Arabe et la marche du développement des capacités de recherche arabes], *al-Fikr al-`arabî*, n° 97, p. 3-6.
- Julliard, Jacques, 1987. « Le monde des revues au début du siècle. Introduction », *Cahiers Georges Sorel*, n° 5, p. 3-9.
- Kalifa, Dominique, 2015. « Le compte rendu, une police scientifique ? », *H-France Salon*, vol. 7, n° 20 : *The Scholarly Critique*, en ligne : <https://h-france.net/h-france-salon-volume-7-2015/>
- Langlois, Claude, 1995. « Les effets retour de l'édition sur la recherche », in D. Julia et J. Boutier (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Ed. Autrement, série Mutations n° 150-151, p. 112-124.
- Lee, Kil-Ho, 2009. *Les "revues intellectuelles". La construction sociale d'un espace intermédiaire*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris X – Nanterre.

- Marie, Laurence, et Savy, Pierre (coord.), 2008. « Revues, modes d'emploi », *Labyrinthe*, n° 31, p.11-68.
- Mermier, Franck, 2005. *Le livre et la ville. Beyrouth et l'édition arabe*, Paris, Actes Sud/Sindbad.
- Muflih, Ahmad, 2015. « Sûra al-muthaqqaf al-'arabî : dirâsa sûsyûlûjîyya fî-l-majalla "al-mustaqbal al-'arabî" » [L'image de l'intellectuel arabe : étude sociologique de la revue « le futur arabe »], *Idâfât*, n° 29-30, hiver-printemps 2015.
- Mus, Francis, Vandemeulebroucke, Karen, van Humbeeck, Ben, van Nuijs Laurence, 2008. « Introduction », *COntEXTES*, n° 4 : *L'étude des revues littéraires en Belgique*, en ligne : <http://contextes.revues.org/3603>
- Raymond, Candice, 2013. *Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la période ottomane, de la fin des années 1960 à nos jours*, thèse de doctorat en histoire, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Raymond, Candice, 2019 [à paraître]. « Committed Knowledge. Autonomy and politicization of Research Institutions and Practices in Wartime Lebanon (1975-1990) », in R. Jacquemond et F. Lang (dir.), *Culture and Crisis in the Arab World: Production and Practice in Conflict*, I.B. Tauris.
- Sapiro, Gisèle, 2011. *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Seuil.

Entretiens

Les entretiens exploités dans le cadre de cette enquête ont été menés à l'occasion de recherches précédentes ou spécifiquement pour celle-ci avec les personnes suivantes : Ahmad Beydoun, Fahmiyya Charafeddine, Waddah Charara, Massoud Daher, Zuhair Hatab, Sleiman Husseiki, Mounzer Jaber, Faysal Jalloul, Wajih Kawtharani, Issam Khalifé, Mutaa Safadi, Ridwan al-Sayyid, Khaled Ziadeh.